



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Paris, le 31 JAN. 2018

**Le ministre d'État,  
ministre de la Transition écologique  
et solidaire**

**Le ministre de l'Économie  
et des Finances**

à  
Société Saturn Petroleum Ltd  
5 Charterhouse Square  
LONDON EC1M 6PX  
Royaume-Uni

**Objet :** rejet de la demande de permis exclusif de recherches dit « permis de Papillon ».

Par courrier du 28 juin 2011, la société Saturn Petroleum Ltd a demandé la délivrance du permis exclusif de recherches d'hydrocarbures, dit « permis de Papillon » pour une superficie de 33310 km<sup>2</sup> environ et une durée de 5 ans.

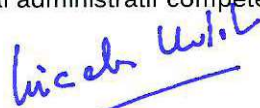
Le silence gardé pendant plus de deux ans sur cette demande vaut décision de rejet.

Toutefois, l'intervention de cette décision implicite de rejet n'a pas dessaisi l'autorité compétente pour se prononcer sur votre demande. Or, aux termes de l'article 2 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement : « Il n'est plus accordé par l'autorité compétente de : / 1<sup>o</sup> Permis exclusif de recherches (...) portant sur une ou des substances mentionnées au premier alinéa de l'article L. 111-6 [du code minier] ».

L'article 3 de la loi précitée du 30 décembre 2017 prévoit que ces dispositions s'appliquent aux demandes en cours d'instruction à la date de sa publication.

Par suite, votre demande tendant à la délivrance d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures qui, malgré l'intervention d'une décision implicite de rejet, était toujours en cours d'instruction, est rejetée.

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal administratif compétent.

  
Nicolas HULOT

  
Bruno LE MAIRE

Copie à : Préfecture de la Guyane  
DEAL Guyane